

Budget : 100 milliards d'euros à trouver d'ici à 2028

Dans une note, le Trésor fait état d'un dérapage des comptes publics

Combien de fois l'a-t-il répété ? « Nous tenons l'objectif » de ramener le déficit public à moins de 3 % du produit intérieur brut (PIB) en 2027, affirmait Bruno Le Maire en mars, malgré un premier dérapage des comptes publics. Il faut « redoubler de détermination » pour atteindre cette cible, poursuivait-il en avril, après un avertissement des agences de notation, très dubitatives. « Mon objectif reste de revenir sous les 3 % de déficit en 2027 », maintenait-il le 31 juillet.

La note du Trésor remise, lundi 2 septembre, aux parlementaires par le ministre de l'économie et des finances démissionnaire dit pourtant tout autre chose. Les finances publiques continuent de dériver, et, si rien n'est fait, le déficit de la France, au lieu de se résorber comme visé, va se creuser fortement. Il représenterait 5,6 % du PIB en 2024, puis 6,2 % en 2025 et 6,7 % en 2026, pour se stabiliser à 6,5 % en 2027. Loin, très loin de l'engagement pris par Emmanuel Macron et ses ministres. L'objectif intermédiaire de 4,1 %, qui était prévu pour 2025, « semble très difficile à atteindre », et il paraît nécessaire de fixer une nouvelle « date acceptable de retour du déficit sous les 3 % du PIB », écrit le directeur général du Trésor, Bertrand Dumont, dans sa note consultée par Le Monde.

« Nous avions un doute, mais maintenant, c'est clair, la France ne pourra pas tenir ses promesses, commente avec amertume Jean-François Husson, rapporteur général (Les Républicains) de la commission des finances au Sénat. Ce dérapage nous mène au bord du précipice. Je suis en colère que nous ayons demandé cette note dès le 18 juillet. Bruno Le Maire l'a gardée sous le coude pendant un mois et demi avant de nous la remettre lundi soir. On se fiche de nous ! »

Détérioration de la conjoncture
En début d'année, l'exécutif avait présenté le dérapage du déficit en 2024 comme un accident imprévisible. Cette fois-ci, Bercy met l'écart entre les objectifs politiques et ces nouvelles estimations sur le compte de trois éléments clés. D'une part, une détérioration de la conjoncture, surtout en 2025, qui risque de réduire les recettes fiscales. D'autre part, une hausse incontrôlée des dépenses des collectivités locales. Enfin, et surtout, l'absence de mesures correctrices fortes : à printemps, Emmanuel Macron n'a pas voulu d'un budget

rectificatif, et depuis la dissolution de l'Assemblée nationale, le gouvernement en sursis a gelé certains crédits sur le papier, mais sans rien de définitif. A elle seule, l'absence de concrétisation des projets lancés par Bercy pour réaliser des économies ou augmenter certaines taxes devrait accroître de 56,8 milliards d'euros le déficit public en 2025, selon le Trésor.

Au total, la facture de cette inaction s'annonce extrêmement lourde. Atteindre les objectifs de déficit initialement fixés imposerait de trouver 15 milliards d'euros pour boucler le budget 2024, et « plus de 60 milliards » pour celui de 2025, calcule le Trésor. Consistent de la difficulté de l'exercice, le directeur du Trésor explore une autre piste, qui consisterait à abandonner les engagements pris, et à ne respecter que les nouvelles règles européennes adoptées en avril, moins contraignantes. Mais, même dans cette hypothèse minimale, où Bruxelles accepterait un étalement de ces efforts français sur sept ans, il serait nécessaire de dégager « plus de 30 milliards d'euros » en 2025 et « environ 100 milliards d'euros à l'horizon 2028 », précise la note. Un sacré défi.

Où trouver cet argent ? La première solution consiste à réduire les dépenses. Bruno Le Maire préconise d'annuler au plus vite les crédits de 16,5 milliards d'euros gelés depuis quelques semaines. La droite est sur cette ligne. « Il faut tout réviser, sans tabou, et ne garder que les dépenses publiques qui présentent une vraie valeur ajoutée », prône Jean-François Husson. « L'austérité n'est pas une solution, plaide au contraire Eric Coquerel, le président (La France insoumise) de la commission des finances à l'Assemblée nationale. Elle ne règle pas la question du déficit, et empêche de répondre aux défis du temps, notamment d'investir dans l'écologie ».

L'autre option réside dans une hausse de la fiscalité. Depuis des mois, Bruno Le Maire évoque une possible taxation des rachats d'actions, ainsi qu'une hausse de l'impôt sur les bénéfices des compagnies d'électricité. Agauche, certains proposent des mesures fiscales plus vigoureuses. Un renforcement de l'impôt sur les ultrariches, par exemple.

Le temps des choix approche. Sous l'œil attentif des marchés. « Cette dernière contrainte risque d'être plus forte que la contrainte européenne », met en garde le directeur général du Trésor. ■

DENIS CORNARD



Le ministre de l'intérieur démissionnaire, Gérald Darmanin, à Boulogne-sur-Mer (Pas-de-Calais), le 3 septembre. AMÉE THIRION POUR LE MONDE

Dans la Manche, le plus grave naufrage de migrants depuis 2021

Douze personnes sont mortes noyées, mardi. Il s'agit du plus lourd bilan depuis le drame survenu en mer le 24 novembre 2021

REPORTAGE
AMBLETEUSE, BOULOGNE-SUR-MER (PAS-DE-CALAIS) - envoyée spéciale

Un cocktail était organisé ce matin-là, au centre régional opérationnel de surveillance et de sauvetage (Cross) de Gris-Nez (Pas-de-Calais). Dans ce vieux bâtiment qui surplombe la Côte d'Opale, où sont coordonnées les opérations de secours en mer, un membre de la direction était son départ. Par temps clair, depuis Gris-Nez, la vue est imprenable et porte jusqu'aux falaises de Douvres, en Angleterre, que rêvent d'atteindre les migrants qui s'élancent depuis plusieurs années maintenant dans le détroit du Pas-de-Calais. Ils sont déjà plus de 20 000 à avoir réussi la traversée en 2024, à bord de petites embarcations pneumatiques.

Mardi 3 septembre, alors que le cocktail battait son plein, un drame s'est invité sous les fenêtres du Cross. Un sinistre ballet de bateaux s'est mis en mouvement, à moins de 3 kilomètres des côtes. Tous recherchant des rescapés après qu'une embarcation chargée de soixante-cinq migrants a fait naufrage.

Mardi soir, le bilan provisoire communiqué par le procureur de la République de Boulogne-sur-Mer (Pas-de-Calais), Guirec Le Bras, faisait état de cinquante et une personnes secourues – dont plusieurs dans des états d'hypothermie sévère et deux en urgence absolue –, deux disparus et douze décédés, parmi lesquelles dix femmes et six mineurs. Les victimes seraient originaires, pour la plupart, d'Erythrée. C'est le plus lourd bilan établi dans cette région depuis le naufrage survenu le 24 novembre 2021, au terme duquel vingt-sept corps sans vie avaient été retrouvés.

D'ordinaire, Gaëtan Baillet pêche des homards. Mardi, il a vu « des corps flotter ». Le patron du cayspud boulonnais La Bretonne a répondu au message d'alerte Mayday diffusé peu après 11 heures par le Cross et qui demandait aux embarcations disponibles sur zone de porter secours à des per-

sonnes en mer. C'est la première fois que Gaëtan Baillet sort un cadavre de l'eau. « C'est un peu choquant », dit-il pudiquement. Son cousin, Axel Baheu, à bord du fileyeur Murex, a récupéré, avant lui, trois cadavres. C'était la première fois aussi, et il en a pleuré.

Peu avant 8 heures, le groupe de quatre-vingts migrants avait pris la mer depuis la grande plage de la Slack, à Wimereux. L'Abelle-Normandie, un remorqueur de l'Etat présent au large en surveillance, avait entrepris de les suivre. Selon un principe de prudence, les secours en mer n'interviennent qu'à la demande des passagers ou en cas de chavirement. D'après nos informations, quinze personnes seraient montées à bord de l'Abelle-Normandie, désireuses d'être secourues. Soixante-cinq auraient poursuivi leur traversée.

Une bouée de piscine à la main
Le pêcheur Axel Baheu a aperçu l'embarcation vers 10 heures, à une centaine de mètres au large de son bateau. Les migrants y étaient entassés, certains à cheval sur les boudins du canot. L'un au moins tenant une bouée de piscine à la main, presque tous sans gilet de sauvetage. « Dans ma tête, ils n'allaient pas loin. Le bateau était trop chargé, le vent montait, ils avaient le courant de face, explique le pêcheur de 28 ans. J'ai vu l'Abelle qui faisait demi-tour et le Minck [un autre navire affrété par l'Etat] qui prenait le relais de la surveillance. » Puis Axel Baheu s'est occupé de ses filets, jusqu'à ce qu'il entende le Mayday dans le radio.

Que s'est-il passé ? Le ministre de l'intérieur démissionnaire, Gérald Darmanin, a évoqué une « dislocation rapide et brutale du bateau ». Rendus sur place, des membres de l'équipage du Murex ont hissé un premier corps inerte. Ils ont ensuite repêché les corps de deux femmes. Une portait une pochette étanche autour du cou. Axel Baheu a entendu son téléphone, placé à l'intérieur, sonner dans le vide. « C'est quelqu'un qui appelle pour savoir si ça allait », suppose-t-il.

L'après-midi du 3 septembre, Gérald Darmanin est venu se tenir

« Ce sont des politiques publiques de mépris qui sont coupables de ça »

CHARLOTTE KWANTES
membre de l'association
Utopia 56

droit devant une nuée de microscopiques, dans le port de Boulogne-sur-Mer. Il est venu « à la demande du président de la République », « remercier les secours » et défendre la stratégie de l'Etat français à la frontière franco-britannique. « Ce que nous faisons fonctionner », a-t-il assuré. Il a évoqué, tout à tour, les 1700 policiers et gendarmes déployés sur le littoral, les 60 % de tentatives de traversée mises en échec, la « pression migratoire », la responsabilité des passeurs, l'attrait pour l'Angleterre « où on peut travailler sans papiers et où on a peu de chance d'être expulsé » ou encore la nécessité d'un traité migratoire entre l'Union européenne et Londres.

Sur le quai du port, à peine débarrassés des cadavres, et alors que les pompiers et la protection civile n'avaient pas encore replié leurs tentes et enlevé les branchards, qui avaient servi à accueillir les nombreuses victimes du naufrage, le ministre serrait la main d'une centaine de personnes en uniforme, gendarmes, policiers, douaniers et autres secouristes. Des militants associatifs tenus à distance ont essayé de se faire entendre. « Darmanin, assassin ! », ont-ils scandé. « Morts aux frontières, Etats coupables », avaient-ils inscrit sur une banderole. Selon le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés, plus de quarante personnes sont mortes sur le littoral depuis le début de l'année. La mortalité de la traversée est en hausse.

« Ce sont des politiques publiques de mépris qui sont coupables de ça », accuse Charlotte Kwantes, de l'association d'aide aux migrants Utopia 56. « La rhétorique de la lutte contre les passeurs ne peut

pas être la seule réponse face à ces drames. Il est urgent d'ouvrir des voies sûres et légales de migration, entre le Royaume-Uni et la France », a déclaré, par voie de presse, Xavier Crombé, chef de mission France pour Médecins sans frontières.

Bateaux percés
« C'est la politique des forces de l'ordre qui met de plus en plus en danger les exilés, estime, à son tour, Dany Patoux, de l'Association Osmause 62, qui organise des maraudes auprès des migrants, à Boulogne-sur-Mer. Les forces de l'ordre sont démultipliées sur nos plages, ça met la pression, elles percent les bateaux. Mais plus les bateaux sont percés, plus le bateau qui arrive à partir sera surchargé et plus les personnes seront en danger. » Les autorités évoquent une moyenne d'environ soixante passagers par bateau, contre une quarantaine de personnes en 2023 et une trentaine en 2022.

« Ce qui a changé, depuis le naufrage de 2021, c'est que l'Etat a affrété deux bateaux en permanence en mer, mais il faudrait songer à avoir des moyens de secours plus adaptés », raille un sauveteur, sous le couvert de l'anonymat, qui déplore la lenteur de ces navires, leur tirant d'eau et leur franc-bord trop importants. « Ils ne sont pas conçus pour des urgences maritimes », ajoute un autre.

Axel Baheu se demande s'il aurait pu sauver des vies, s'il était intervenu plus tôt au secours des naufragés. Assis dans la salle à manger de son pavillon, les traits tirés, il se dit « touché » par ce qu'il a vécu. Il repense aux conversations qu'il peut avoir avec « les copains » à propos de ceux qui traversent vers l'Angleterre. « On dit parfois : "C'est toujours ça de moins en France." C'est un peu dénucléaire. A leur place, je ferais peut-être pareil. » Mardi, le pêcheur a discuté avec deux matelots de son équipage, un Sénégalais et un Mauritanien. Le second travaille avec lui depuis des années. Pour la première fois, Axel Baheu a osé lui demander s'il avait pris la mer pour arriver en Europe. ■

JULIE PASCUAL

OSP - CESSATIONS DE GARANTIE

LOI DU 2 JANVIER 1970 - DÉCRET D'APPLICATION N° 72-678 DU 20 JUILLET 1972 - ARTICLES 44
OBE EUROPE SANV, sis Tour CBX - 1 Passerelle des Reflets - 92913 Paris La Défense Cedex (RCS NANTERRE 842 689 556), accusée de OBE EUROPE SANV, dont le siège social est à 37, Boulevard du Régent, 1000 BRUXELLES - BELGIQUE, fait savoir que, la garantie financière dont bénéficiait la
BBEN SARL
5 Place Charles de Gaulle
17100 ROYAN
RCS: 831 650 130
depuis le 19/09/2017 pour ses activités de : TRANSACTIONS SUR IMMEUBLES ET FONDS DE COMMERCE
cessera de porter effet trois jours francs après publication de présent avis. Les créances éventuelles se rapportant à ces opérations devront être produites dans les trois mois de cette insertion à l'adresse de l'Établissement garant sis Tour CBX - 1 Passerelle des Reflets - 92913 Paris La Défense Cedex. Il est précisé qu'il s'agit de créances éventuelles et que le présent avis ne préjuge en rien du paiement ou du non-paiement des sommes dues et ne peut en aucune façon mettre en cause la solvabilité ou l'honorabilité de la SARL BBEN

LOI DU 2 JANVIER 1970 - DÉCRET D'APPLICATION N° 72-678 DU 20 JUILLET 1972 - ARTICLES 44
OBE EUROPE SANV, sis Tour CBX - 1 Passerelle des Reflets - 92913 Paris La Défense Cedex (RCS NANTERRE 842 689 556), accusée de OBE EUROPE SANV, dont le siège social est à 37, Boulevard du Régent, 1000 BRUXELLES - BELGIQUE, fait savoir que, la garantie financière dont bénéficiait la
A.L. IMMOBILIER SARL U
14 rue des Iris - 87100 LIMOGES
RCS: 809 483 608
depuis le 01/01/2009 pour ses activités de : TRANSACTIONS SUR IMMEUBLES ET FONDS DE COMMERCE
cessera de porter effet trois jours francs après publication de présent avis. Les créances éventuelles se rapportant à ces opérations devront être produites dans les trois mois de cette insertion à l'adresse de l'Établissement garant sis Tour CBX - 1 Passerelle des Reflets - 92913 Paris La Défense Cedex. Il est précisé qu'il s'agit de créances éventuelles et que le présent avis ne préjuge en rien du paiement ou du non-paiement des sommes dues et ne peut en aucune façon mettre en cause la solvabilité ou l'honorabilité de la SARL U.A.L. IMMOBILIER.